

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-Hugo-Chavez-pour-ou-contre>

Venezuela : Hugo Chavez, pour ou contre !

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 11 décembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les nerfs du journaliste étranger peuvent être mis rapidement à rude épreuve au Vénézuéla. On entre dans un univers hyperpolarisé où il n'y a aucune place pour la nuance. Les partisans d'Hugo Chavez vénèrent leur président comme une espèce de saint, ses adversaires le considèrent comme l'incarnation du diable. Dans cette étrange société où l'on vénère à la fois la salsa et le baseball (Andres Galarraga, le « gros chat » des Expos, est vénézuélien), se déroule un affrontement politique où on flirte dangereusement avec la violence et la guerre civile. Un test énorme pour la démocratie en Amérique latine et un enjeu énorme pour nous, puisque le Vénézuéla, cinquième producteur de pétrole au monde, est un fournisseur important de l'Amérique du nord.

Par Michel Labrecque LABRECQUE

Rio, le 22 novembre 2002- Le 21 octobre, jour de mon arrivée à Caracas, j'ai été tout de suite plongé dans le psychodrame politique vénézuélien : les mouvements d'opposition au président Hugo Chavez avaient organisé une grève générale et l'action n'a pas manqué. Scène typique : alors que des opposants à Chavez manifestent devant le siège d'une centrale syndicale pour réclamer sa démission, 3 camions de déchets surgissent à l'improviste et déversent leur cargaison nauséabonde à côté des manifestants. Plus tard, des partisans de Chavez, béret rouge sur la tête, reviennent haranguer les opposants. Ils sont « accueillis » par un concert improvisé de casseroles en provenance des appartements voisins.

Cela fait près d'un an que ce pays de 25 millions d'habitants vit dans une tourmente politique ponctuée d'immenses manifestations, de grèves et même de simili-coups d'État. Tout cela à cause d'un homme qu'ils ont pourtant eux-mêmes élu démocratiquement, par une forte majorité, il y a à peine 2 ans : le colonel et président Hugo Chavez.

Un président controversé

Mais qu'a donc fait Hugo Chavez pour enflammer le pays à ce point ? Porté au pouvoir par 56 % des électeurs désillusionnés par les partis traditionnels, il a enclenché une étrange révolution « bolivarienne » (du nom de Simon Bolivar, père de l'indépendance du Vénézuéla). Mélangeant la rhétorique de gauche à la cubaine et le populisme latino-américain, Chavez, qui est lui-même un métis de milieu défavorisé, a promis de réformer un pays où 80 % des gens vivent dans la pauvreté.

Hugo Chavez

Il a partiellement réussi : l'enseignement et les soins de santé ont été démocratisés. Une réforme agraire controversée a été entreprise. Mais surtout, Chavez a réussi ce que personne n'avait fait avant lui : redonner une dignité et un espoir aux millions de miséreux du pays, à qui il s'adresse directement dans de longs discours-fleuve à la télévision, chaque dimanche. Lorsqu'on se rend au palais présidentiel de Miraflores, au centre de Caracas, il est fascinant de voir les dizaines de pauvres qui attendent à la réception et qui viennent rencontrer des fonctionnaires du président pour expliquer directement leurs problèmes.

Mais par des gestes précipités, par manque de tactique politique et avec une rhétorique de type castriste, il s'est progressivement mis à dos tout ce qui est organisé dans la société vénézuélienne : la classe moyenne, le secteur privé et même les grands syndicats, qu'il a tenté de noyauter. Une bonne partie de la gauche démocratique, qui, au

départ, était derrière lui, est passée dans le camp adverse. Dans ce climat grandissant de polarisation, l'économie s'est rapidement détériorée et le mouvement de protestation s'est accentué.

L'apothéose du psychodrame politique a eu lieu en avril dernier : après des affrontements sanglants qui ont fait 16 morts dans des manifestations, Chavez était remplacé par le président de la chambre de commerce du pays, dans des circonstances qui avaient toutes les apparences d'un coup d'État. Mais contre toute attente, des dizaines de milliers de ses partisans des bidonvilles se sont mobilisés spontanément et ont permis son retour au pouvoir.

Cela n'a malheureusement réduit en rien la fracture sociale vénézuélienne. La coalition d'opposition réclame plus que jamais le départ de Chavez. Celui-ci répond qu'il est élu démocratiquement pour 6 ans et que c'est son droit légitime de poursuivre sa « révolution ». Le climat reste extrêmement tendu : un groupe de militaires a appelé récemment à la désobéissance civile contre Chavez et une bombe a explosé à la porte de GLOBOVISION, la chaîne de télé d'information continue. Tous les Vénézuéliens vivent dans la hantise d'une guerre civile et pourtant, ils sont nombreux à jeter de l'huile sur le feu.

Des médias sous influences

A la décharge de Chavez, il faut dire que sa « révolution » n'a jamais censuré les médias. Tout au plus impose-t-il, à l'occasion, la diffusion de certains discours, une pratique courante même chez nous. Pourtant, j'ai eu l'impression de me retrouver dans un univers où toute rigueur et indépendance journalistiques avaient disparu. Dans les faits, l'immense majorité des médias est contre Chavez...et ne se gêne pas pour le dire.

Le militantisme est omniprésent dans les journaux et dans les bulletins de nouvelles et dénué de toutes les précautions élémentaires. Lors des manifestations quotidiennes organisées par des généraux dissidents sur la place du quartier chic d'Altamira à la fin d'octobre, tous les médias parlaient d'un « rassemblement important », sans jamais donner de chiffres. Or, la plupart du temps, on n'y trouvait que quelques centaines de personnes, alors que le reste des 4 millions de « caraquenos » (habitants de Caracas) restaient chez eux ou mangeaient au restaurant.

Un collègue journaliste, que j'éviterai de nommer pour ne pas lui attirer d'ennuis, m'a expliqué le climat de censure informelle qui règne dans les salles de rédaction. « Au départ, dit-il, tous les journalistes utilisaient l'expression « coup d'État » pour parler des événements d'avril dernier. Progressivement, ça a été remplacé par « vide politique » et aujourd'hui, plus personne n'a le droit de parler de coup d'État, alors que l'implication des militaires pour chasser Chavez ne fait aucun doute ».

Des journalistes qui tentaient de faire un travail honnête et nuancé, notamment en se rendant dans les châteaux forts de Chavez, ont aujourd'hui du mal à faire publier certains articles. Quant à la chaîne télévisée d'État, elle a viré dans l'autre extrême pour faire contrepoids : sa propagande pro-Chavez est une caricature désolante des pires années de la télé soviétique.

Rien de tout cela n'aide les Vénézuéliens à faire preuve de modération. Chaque jour, la société se divise davantage : un étrange conflit qui n'a rien de religieux ni d'ethnique (encore qu'en général, on a la peau plus foncée d'un côté que de l'autre) et qui renvoie aux énormes inégalités qui sont la plaie de l'Amérique latine.

Les seules sorties pacifiques possibles sont la reprise du dialogue initié par l'Organisation des États américains et la tenue d'un référendum révocatoire sur Chavez, que la constitution prévoit à mi-mandat, en août 2003. Mais les éléments les plus radicaux de l'opposition continuent d'exiger son départ immédiat, alors que la communauté internationale prône plutôt le respect de la légalité démocratique.

« J'ai peur que l'impatience de l'opposition nous mène à un bain de sang », dit le prêtre belge Bruno Renaud, qui vit depuis 35 ans dans les bidonvilles de Caracas. Une crainte partagée par beaucoup de gens ici, qui gardent, comme seul espoir, la tradition démocratique du Vénézuéla, un des rares pays de l'Amérique du sud à n'avoir pas connu de gouvernement militaire depuis près de 30 ans.

Il faut espérer qu'ils gagneront leur pari.

Post-scriptum :

[Radio Canada](#)